

Semences, source de vie...et de profits !

Les semences sont au cœur d'un débat houleux en Europe. Accepterons-nous la mainmise de l'agrobusiness sur notre alimentation via la nouvelle réglementation prônée par Bruxelles ? Au Guatemala, certains tentent de contrer les OGM en promouvant l'agroécologie.

Tables des matières :

Bruxelles sème l'ivraie dans la réglementation sur les semences	2
Semences et agroécologie au Guatemala	6

Bruxelles sème l'ivraie dans la réglementation sur les semences

Sous le couvert de vocables aussi séducteurs les uns que les autres, la Commission européenne a déposé en mai dernier une proposition de règlement concernant les semences sur laquelle le Parlement et le Conseil sont invités à se positionner. En qualifiant ces règles de « plus intelligentes » visant à garantir des « denrées alimentaires plus sûres », la Commission emballe joliment cette pilule amère qu'elle espère faire avaler au monde agricole dès 2016. Pas sûr que certains l'entendront de cette oreille ! Dans les rangs des petits agriculteurs et des associations défendant la biodiversité, la levée de boucliers est déjà manifeste.

Selon la FAO, alors que 7000 plantes sont cultivées par l'homme, seules 150 espèces sont commercialement importantes et 103 représentent 90% des cultures alimentaires mondiales. En d'autres termes, n'est-il pas incroyable de constater que seulement moins d'1,47% de cette riche biodiversité agricole se retrouve dans les assiettes des consommateurs de la planète ? Pire encore ! Les cultures de blé, le maïs et le riz apportent à elles seules plus de la moitié de l'apport en calories et protéines consommées par les populations. Et ce portrait déjà si pauvre de notre biodiversité agricole risque bien d'être plus malmené encore par certaines orientations que voudrait prendre la Commission européenne.

Cinq décennies d'agriculture intensive ont malheureusement contribué à donner un premier coup de grâce à cette diversité alimentaire mondiale issue du travail de la terre. Et la législation européenne, en ce qui concerne le vieux continent plus spécifiquement, n'a fait que renforcer cette triste tendance, notamment par le biais de la question des semences. Ainsi, l'accès libre à celles-ci est de plus en plus réduit pour les fermiers et les particuliers, l'Europe faisant la part belle à l'industrie agroalimentaire. Alors, peut-on raisonnablement accepter que ce tableau déjà peu reluisant s'aggrave encore davantage avec la proposition de règlement mise sur la table par la Commission européenne en mai 2013 ?

Gros plan sur la réglementation

A la suite d'une plainte pour concurrence déloyale déposée par le semencier Baumaux à Nancy contre l'association française Kokopelli, la Cour de Justice de l'Union européenne avait confirmé le 12 juillet 2012 l'interdiction de commercialiser les semences de variétés traditionnelles ne figurant pas dans le catalogue officiel, poussant Kokopelli dans l'illégalité (1) . En fait, ce catalogue a vu le jour à la suite de deux directives édictées en 1970 par le Conseil et a été

publié 2 ans plus tard. Il regroupe plus de 34.500 variétés commercialisables. En d'autres termes : tout ce qui n'y figure pas ne peut être commercialisé.

Mais obtenir l'inscription d'une semence dans cette bible agricole n'est pas chose aisée. Selon le Réseau Semences Paysannes, le coût pour une variété de céréales s'élève à plus de 6.000 Euros, montant auquel il convient d'ajouter plus de 2.000 Euros pour les 10 premières années (2). En outre, les critères DHS doivent être respectés, à savoir D comme distinction (la variété doit être distincte des variétés existantes), H comme homogénéité (les individus doivent répondre aux critères propres à la variété en question) et S comme stabilité (la variété doit garder ses caractéristiques au fil des générations). Cette deuxième exigence constitue une pierre dans le jardin de la diversité des semences dans la mesure où elle impose ipso facto une standardisation à laquelle ne répondent pas les variétés anciennes. Par contre, une telle législation est extrêmement favorable aux grands groupes semenciers et à l'agriculture intensive.

Enfin, si la proposition déposée le 6 mai par la Commission européenne est adoptée à la fin 2015, elle impliquera l'interdiction de cultiver, échanger ou reproduire toute semence qui n'a pas été testée et acceptée par l'Office Communautaire des Variétés Végétales (OCVV), à savoir l'agence qui délivre les titres de propriété industrielle sur les variétés et qui sera alors directement chargée du fameux catalogue conditionnant l'accès au marché des semences. En outre, les agriculteurs qui utiliseraient des graines protégées, voire même leurs propres variétés de ferme (3), s'exposeraient à des poursuites. Le Réseau Semences Paysannes, entre autres, a manifesté sa claire opposition à cette dangereuse orientation. Dans son communiqué de presse du 7 mai (4), il clame : « Cette proposition place toutes les semences sous le contrôle direct des titres de propriété de l'industrie : Certificat d'Obtention Végétale et brevets ». Et il poursuit : « Le marché sera désormais ouvert aux variétés et aux plantes brevetées ; les industriels pourront organiser eux-mêmes le contrôle de leurs semences, mais aussi de celles que les agriculteurs prélèvent dans leurs propres récoltes, pendant que des contrôles bureaucratiques insensés interdiront de fait aux agriculteurs d'utiliser et d'échanger leurs propres semences et restreindront l'accès au marché des semences traditionnelles, locales et biologiques ».

De l'évolution de ce dossier extrêmement technique, il convient de retenir que ce règlement constitue donc une véritable menace pour le droit des agriculteurs face à l'avantage qu'il donne aux grands semenciers. Le consommateur lui-même doit s'en émouvoir, par solidarité certainement, mais également dans la mesure où il doit y voir le risque d'une mainmise accrue de l'agroalimentaire sur le contenu de son assiette par le biais d'une petite poignée de multinationales. Et si l'argument de la sécurité alimentaire est mis sur la table par la Commission européenne, on peut se demander de quelle sécurité sanitaire elle parle si l'on

sait que l'agriculture intensive est particulièrement gourmande en pesticides et en intrants chimiques. Et enfin, c'est un nouveau coup dur pour notre biodiversité, déjà bien mal en point puisque des milliers de variétés de fruits, légumes et céréales ont disparu depuis les années 60.

Appel à la mobilisation citoyenne contre la loi des semences

Au sein Parlement européen, les Verts ont d'emblée réservé un mauvais accueil à cette proposition. Le 18 septembre 2013, dans le cadre d'une activité de sensibilisation ouverte au grand public sur cette problématique, ils ont accueilli Vandana Shiva, célèbre activiste indienne engagée dans la lutte contre les OGM, pour la biodiversité et la protection des droits des fermiers. Aux côtés des parlementaires Bart Staes et Philippe Lamberts, elle a mis en évidence les dangers d'une telle réglementation. « Cette loi réduit la semence à un matériau commercialisable et la nourriture à une matière première. Elle ne parle pas de l'alimentation en termes nutritionnels alors que c'est là quelque chose d'essentiel. Elle est un frein à la biodiversité et à l'évolution des agriculteurs qui ont pourtant besoin d'être en contact avec la biodiversité pour s'adapter aux changements climatiques ». Et appelant à la désobéissance et à la résistance pacifique, elle ajoute : « Lorsque nous avons commencé l'association Navdanya (5) en Inde, c'était dans la conscience d'un devoir que nous avons envers la terre, la biodiversité et les générations futures. Par conséquent, nous n'obéirons jamais à une loi qui fait de ce devoir un délit. Il ne faut obéir qu'aux lois 'élevées' et non pas aux 'basses' lois qui parlent d'avidité et de ce type de contrôle ».

Comme l'a spécifié Bart Staes, cette loi est également mauvaise pour l'indépendance des agriculteurs et pour la démocratie. Et face à ce danger, la mobilisation de la société civile est primordiale. Et Vandana Shiva de renchérir : « Même si notre tâche sera difficile, il n'y a aucune excuse pour ne pas faire ce travail. Dans les Upanishads (6), il est dit que tout est nourriture. Il est dit également que la culture et le partage de la nourriture en abondance est le dharma (7) le plus élevé ; et que la culture et la distribution de mauvaise nourriture est le péché le plus grand. Ici, il s'agit d'un péché qui vise à détruire ce qui reste de la biodiversité sur cette planète et à éliminer les petits agriculteurs ».

Germes de vie pour l'homme mais avant tout source de profits pour l'agrobusiness, les semences sont donc au cœur d'un débat essentiel qui se déroule sur la scène européenne et auquel il convient de porter toute notre attention si nous ne voulons pas qu'une poignée de multinationales s'empare de la « gestion » de notre alimentation. Face au puissant lobby de l'agrochimie et de l'agrobusiness que soutient la Commission européenne, la tâche sera sans

doute ardue. C'est néanmoins à ce prix que nous pourrions rester maîtres du contenu de notre assiette tout en contribuant, avec les fermiers engagés sur cette voie, à retrouver et préserver la riche biodiversité agricole de notre planète.

- (1) *L'association Kokopelli, présente en Belgique également, remet en valeur et distribue une collection planétaire d'anciennes variétés pour les potagers et jardins. Elle s'implique également dans le développement d'une agriculture durable pour les pays en voie de développement. [Pour plus d'infos...](#)*
- (2) *[Voir le lien...](#)*
- (3) *Il s'agit de semences achetées à un semencier et multipliées à la ferme*
- (4) *« [Règlement européen sur les semences : la biodiversité mise sous contrôle pour ouvrir le marché aux brevets](#) », Réseau Semences Paysannes, 7 mai 2013 -*
- (5) *[Voir le lien...](#)*
- (6) *Textes sacrés fondant la religion hindoue*
- (7) *Le terme « dharma » est généralement traduit en occident par le mot « religion »*

Semences et agroécologie au Guatemala

Au Guatemala, la thématique des semences est intrinsèquement liée aux questions agraires. Dans ce pays où les politiques gouvernementales ont ardemment promu les OGM, l'agriculture intensive et les monocultures, une partie de la population paysanne, en particulier indigène, tente de faire revivre des pratiques ancestrales, en lien avec l'agroécologie et dans le respect de la Terre Mère. Vilma Sor, l'une des responsables de Serjus (1), partenaire guatémaltèque de Frères des Hommes, explique : « La logique de l'agroécologie, c'est la diversification des produits agricoles et donc, les banques de semences sont importantes. A Coban, il y a eu récemment encore un échange de semences entre paysans. Il s'agit vraiment d'un troc, elles ne se vendent qu'en de rares occasions ».

La question des semences ne peut être isolée du contexte agricole général, particulièrement difficile au Guatemala. En effet, l'accès à la terre y est très problématique pour les petits paysans, alors que les politiques gouvernementales encouragent l'agriculture intensive et que de grandes étendues sont réservées aux monocultures de palmiers à huile ou de canne à sucre destinées à la production d'agrocultures. « Des investissements immenses ont été consentis pour favoriser des entreprises ayant soutenu les partis et les candidats politiques qui ont mené campagne et ce sont certaines de ces entreprises qui vendent les engrais et les semences » explique Vilma.

Pour ceux qui défendent un autre modèle agricole, il s'agit donc de nager à contre-courant des politiques impulsées par le gouvernement. Vilma met beaucoup d'espoir dans la loi de développement rural qui vise notamment à encourager l'économie communautaire et une agriculture viable. Elle croit beaucoup en la dynamisation du niveau local dans un premier temps avant de l'étendre aux autres échelons. Il y a encore énormément de travail à faire, en particulier dans les campagnes profondes où les besoins vitaux ne sont pas toujours couverts. « Au Guatemala, explique-t-elle, la malnutrition est grave et douloureuse. Récemment, un bébé en est mort, parce que sa maman elle-même était sous-alimentée. Qu'un pays aussi riche, avec une telle biodiversité, connaisse une situation pareille est une aberration. Et ce n'est pas là le seul cas car il y en a des milliers d'autres qui meurent de faim dans notre pays ».

La défense de l'agroécologie au Guatemala est aussi une façon de permettre aux populations mayas de retrouver des pratiques ancestrales. La question dépasse amplement la sphère agricole et s'inscrit donc également dans une démarche culturelle. « L'échange de semences et l'agroécologie ne sont pas une mode. C'est ce que nous tentons d'expliquer aux populations qui bénéficient de nos

formations. Il s'agit de réhabiliter des pratiques ancestrales et de retrouver les méthodes de culture de nos grands-parents. Nos ancêtres ne connaissaient rien à l'agroécologie, mais ils la pratiquaient naturellement. Ils appliquaient les principes de la cosmovision maya, de la complémentarité, de l'équilibre et de l'harmonie. Par exemple, ils semaient le maïs, qui est la base de l'alimentation, avec les haricots. Ceux-ci en effet se complètent et s'apportent mutuellement les nutriments nécessaires à leur croissance. Selon cette vision, tout est un système de systèmes. Tout a une relation cosmogonique. Et nous avons perdu tout cela ! ».

Ce retour aux sources ne se fait pas sans peine car ce sont parfois les organisations paysannes indigènes elles-mêmes qui demandent des semences transgéniques. La sensibilisation est donc essentielle en la matière car les politiques ont généré une forme de dépendance à l'égard des OGM.

Mais Vilma ne se décourage pas. Selon ses dires, elle s'est même découvert une âme paysanne depuis qu'elle travaille avec Serjus et elle a retrouvé, avec sa maman, d'origine maya kaq'chikel, le plaisir de cultiver son propre potager qui nourrit toute la famille. Semences, agroécologie et défense de l'accès à la terre, pour elle, sont liées et sont une réponse incontournable à l'alimentation saine pour tous, dans le respect de la Terre Mère et de la tradition maya.

Milena Merlino

(1) Serjus est une ONG guatémaltèque qui, à partir d'une démarche d'éducation populaire, œuvre au renforcement des associations de communautés paysannes et indigènes ainsi qu'au développement local par le biais de la participation et de la démocratie de base.